

## "L'Europe se dote d'un budget pour enrayer la crise" dans Le Monde (19 décembre 2005)

**Légende:** Suite au Conseil européen tenu à Bruxelles les 15 et 16 décembre 2005 et après des négociations difficiles entre les chefs d'État ou de gouvernement, le quotidien français Le Monde évoque la teneur de l'accord obtenu sur les perspectives financières 2007-2013.

**Source:** Le Monde. 19.12.2005. Paris.

**Copyright:** (c) Le Monde

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/"l\\_europe\\_se\\_dote\\_d\\_un\\_budget\\_pour\\_enrayer\\_la\\_crise"\\_dans\\_le\\_monde\\_19\\_decembre\\_2005-fr-9b8ccd89-7075-4b0f-8985-8744becb636d.html](http://www.cvce.eu/obj/)

**Date de dernière mise à jour:** 19/09/2012

## UE Six mois après l'échec de la Constitution, les Vingt-Cinq ont approuvé les perspectives financières 2007-2013

### L'Europe se dote d'un budget pour enrayer la crise

BRUXELLES  
BUREAU EUROPÉEN

Après une longue journée et une longue soirée de négociations, les chefs d'Etat et de gouvernement européens sont parvenus à un compromis, tard dans la nuit du vendredi 16 au samedi 17 décembre, sur le cadre financier de l'Union européenne (UE) pour les années 2007-2013.

Il est 3 heures du matin à Bruxelles lorsque Tony Blair annonce qu'un accord a été conclu, «*qui permet à l'Europe de progresser*». Le président français, Jacques Chirac, et la chancelière allemande, Angela Merkel, saluent alors l'un et l'autre «*un bon accord*» pour l'avenir de l'Europe. Mme Merkel, qui a joué un rôle de bons offices tout au long des deux jours, fait une entrée remarquée sur la scène européenne, un mois après son accession à la chancellerie. Elle s'est félicitée dans la nuit de sa bonne coopération avec M. Chirac, auquel elle n'a cependant pas concédé le consentement que celui-ci espérait sur un taux de TVA réduit à 53 % pour certaines professions, dont la restauration.

L'accord budgétaire représente un montant d'engagement de dépenses sur sept ans de 862,36 milliards d'euros, soit 1,045 % du revenu brut européen (RNB), à mi-chemin des propositions luxembourgeoises rejetées en juin (1,06 %) et des premières propositions de la présidence britannique (1,03 %). Les aides aux nouveaux Etats membres de l'Est s'élèvent à 157 milliards d'euros. C'est 54,7 milliards de plus que l'offre antérieure, mais bien moins que ce que la Commission ou la présidence Luxembourgeoise avaient proposé. Ces pays ont obtenu en échange des conditions d'utilisation plus souples, notamment celle de voir leur part de cofinancement réduite de 10 % à 15 %. La Pologne n'a cédé qu'après s'être vu offrir un geste supplémentaire. Les anciens Etats membres, qui bénéficieront beaucoup moins des fonds structurels, ont reçu quelques compensations. L'Espagne, dont les régions ne seront plus bénéficiaires du fonds de cohésion, percevra ainsi une compensation transitoire de 3,25 milliards.

Le rabais britannique est maintenu, mais le financement de l'élargissement sera progressivement exclu de son calcul d'ici à 2011. Londres renonce à 10,5 milliards d'euros, contre 8 milliards dans ses premières propositions. En échange, la Grande-Bretagne a obtenu la clause de rendez-vous à laquelle M. Blair tenait pour revoir la structure du budget européen.

L'accord invite la Commission à faire rapport en 2008-2009 pour «*entreprendre une révision exhaustive et large de toutes les dépenses, y compris la politique agricole, et de toutes les ressources, dont le rabais britannique*». Le texte dit, comme le souhaitait Paris, que les réformes éventuelles seront décidées par le Conseil européen, c'est-à-dire à l'unanimité. Jacques Chirac a estimé que cela garantissait que la France «*ne serait pas embarquée dans une réforme dont elle ne voudrait pas*».

La négociation a été, de l'aveu de M. Blair, «*extrêmement complexe*». Pour sortir de l'impasse, le premier ministre britannique devait accepter à la fois d'accroître les dépenses globales, de modifier le rabais obtenu en 1984 par Margaret Thatcher et de mettre au point une clause de révision à laquelle Paris puisse consentir. Les contacts, à deux, trois ou quatre, se sont multipliés tout au long de la journée entre les dirigeants des principaux pays. M. Blair a rencontré plusieurs fois M. Chirac et Mme Merkel, mais aussi le président du gouvernement espagnol, José Luis Zapatero, le chancelier autrichien, Wolfgang Schüssel, le premier ministre hongrois, Ferenc Gyurcsany, tandis que le président français et la chancelière allemande se concertaient notamment avec le premier ministre polonais, Kazimierz Marciniak, et son homologue luxembourgeois, Jean-Claude Juncker.

En fin de matinée, le porte-parole de M. Blair, Tom Kelly, annonce que le premier ministre va faire le point de la situation avant de soumettre une nouvelle proposition. «*Nous avons toujours dit, précise M. Kelly, que nous étions disposés à payer notre part de l'élargissement.*» De son côté, le porte-parole de l'Elysée, Jérôme Bonafont, rappelle que la partie du chèque britannique portant sur les dépenses liées à l'élargissement doit

«disparaître». Il indique que, sur ce sujet, la France, l'Allemagne et l'Espagne vont présenter une proposition commune, approuvée par l'Autriche et le Luxembourg. M. Chirac et Mme Merkel travaillent également ensemble, dit-il, sur la clause de révision et, de concert avec la Pologne, sur le financement de l'élargissement.

En début d'après-midi, M. Blair présente sa nouvelle offre globale. Mme Merkel joue les bons offices, à la demande de la Grande-Bretagne. M. Barroso met les ordinateurs de la Commission au service des négociateurs, qui refont leurs calculs. «*Nous sommes en bonne voie de trouver un accord*», déclare M. Juncker.

Peu avant le dîner, M. Chirac fait une brève apparition dans la salle de presse française. «*Je pense que la raison et l'intérêt européen finiront par l'emporter*», dit-il, avant de retrouver M. Blair et Mme Merkel pour une ultime conversation. A 21 h 30, c'est M. Blair qui vient devant les caméras. Il annonce qu'il va présenter une dernière proposition, qu'il estime «*juste et raisonnable*». Les difficultés ne sont pas encore toutes levées. La Pologne et la Hongrie demandent davantage.

C'est M. Juncker qui arrondit les angles. Les principaux contributeurs nets – Pays-Bas, Suède, Autriche et Allemagne – obtiennent, eux aussi, un allègement de leur contribution. L'Espagne et l'Italie ne sont pas oubliées. «*L'Europe, déclare M. Chirac, reprend sa marche en avant.*» •

THOMAS FERENCZI